



ACCUEIL | ECONOMICA | FORUMS | ARCHIVES | DOCUMENTS | TELECHARGER

Edition 3641 du Jeudi 02 Fevrier 2006

Rechercher
 depuis



Rubriques
La une
Editorial
Apostrophe
Politique nationale
Economie nationale
Société
Echos de la capitale kinshasa
Echos des provinces
Actualites africaines
Actualites ceecac
Politique internationale
Kiosque
Forum & analyse
Sports et spectacles
Culture science et médias
Cinq questions
Supplement
Contactez- nous
Courriers des lecteurs
Economie internationale
Avis aux lecteurs

POLITIQUE NATIONALE

Filip Reyntjens : «Si le Rcd-Goma perd les élections – il a bien des chances d’être le grand perdant - la tentation est terriblement forte de reprendre les armes»
 Par Le Potentiel

En décembre 2005, la nouvelle Constitution de la Rdc a été approuvée. D’ici juin, il y aura encore au minimum deux élections. Il faut en effet élire le président de la République, les parlementaires et les élus locaux avant le 30 juin 2006. C’est peut-être une dernière chance qui s’offre au Congo, de devenir un Etat démocratique, avec un fonctionnement normal. CongoForum a interrogé le prof. Dr. Filip Reyntjens, de l’Institut de Développement et d’Administration (IOB) de l’Université d’Anvers, fin connaisseur du Congo, sur les problèmes et les difficultés que rencontre ce pays dans son processus de transition.

TIJS LAURENS

Il y a eu, comme prévu, des difficultés dans l’enrôlement des électeurs, qui ont occasionné des retards. L’Udps d’Etienne Tshisekedi, qui d’abord boycottait les élections, veut à présent y participer. Il demande la réouverture des bureaux d’enrôlement. Est-ce une manœuvre pour retarder les choses?

Je crois que l’Udps a reconnu son erreur. Tshisekedi avait annoncé, début 2005, que la transition devait prendre fin le 30 juin 2005. A cette date, le pouvoir appartiendrait au peuple, terme par lequel il voulait se désigner lui-même. Il allait alors prendre, à Kinshasa, le pouvoir «qu’il n’y aurait qu’à ramasser». Ce plan a échoué. Ensuite, il a boycotté le référendum et aussi le premier enrôlement des électeurs. Il a appelé ses partisans à ne pas se faire enregistrer. Le but était d’empêcher la tenue du référendum constitutionnel. Deuxième échec. Maintenant, il se rend compte qu’il va perdre les élections faute de pouvoir se faire enrôler, lui-même et ses partisans, ou qu’il ne pourra peut-être pas du tout prendre part aux élections. Je crois que Tshisekedi a fait une très grosse gaffe. Il a pensé qu’elle pourrait encore s’arranger. Maintenant, il essaye de sauver ce qui peut encore l’être. Il ne saurait s’agir d’une manœuvre de retardement. Tshisekedi disait déjà l’année passée que la transition devait prendre fin au 30 juin 2005. Il ne peut donc se permettre d’être à présent lui-même la cause d’un nouveau retard dans ce processus qui doit sans faute s’achever au 30 juin 2006. Cette date est constitutionnellement fixée. Déjà sa thèse de 2005 était des plus discutables du point de vue constitutionnel. En effet, la possibilité de prolongations de deux fois six mois a toujours été prévue. Une prolongation de plus, c’est impossible. J’espère que le plus possible d’électeurs et de candidats de l’Udps pourront malgré tout participer aux élections. L’Udps est un parti important. De plus, il a une certaine légitimité historique. Mais la participation de ce parti ne peut pas avoir lieu au détriment du processus de transition. Le président de la Cei, Apollinaire Muhlongu Malu Malu, est un homme très souple. Il a déclaré d’une part qu’il est impossible de rouvrir le processus d’enrôlement, et c’est un fait. Mais il a aussi fait sentir qu’il serait prêt à faire une exception pour ceux qui voudraient se porter candidats. L’enregistrement se poursuit dans le Bandundu et l’Equateur. Il est naturellement impossible d’y envoyer les membres ou les électeurs de l’Udps s’y inscrire par avions charters. Je ne sais donc pas s’ils pourront être enrôlés.

Il faut élire un nouveau parlement, un nouveau président, de nouvelles autorités locales, et il faut former un nouveau gouvernement avant le 30 juin 2006. Arrivera-t-on à le faire dans le temps?

Le calendrier proposé est assez réaliste. Il est formidable qu’on ait pu réussir l’enrôlement des électeurs. On a enregistré plus de 25 millions de Congolais. Certains ne l’ont pas été, soit parce qu’ils ne l’ont pas voulu, soit parce qu’on n’a pu les atteindre – il y a au Congo de grands groupes qui sont totalement détachés de l’Etat et qui sont donc hors de sa portée – mais quand l’on est capable d’organiser un référendum pour plus de 25 millions de votants, dont une notable majorité va effectivement voter, que le résultat est «oui» à 84,31%, cela donne à cet exercice une grande légitimité. Techniquement parlant, il doit être possible de s’en tenir à cette «deadline». D’ici le 30 juin, deux élections doivent encore avoir lieu. Politiquement, c’est une autre affaire: il faut encore voter un certain nombre de lois (électorales). Un certain nombre d’acteurs au parlement – des individus plutôt que des partis – n’ont aucun intérêt à voir arriver les élections car ils savent qu’ils ne seront pas élus et qu’ils vont donc perdre les avantages dont ils jouissent à l’heure actuelle.

Le ministre fédéral des Affaires extérieures, Karel De Gucht, a déclaré en septembre 2004 que le Congo «n’a pas de classe politique dirigeante». Avait-il raison?

J’aimerais connaître la réaction de De Gucht si un Congolais déclarait, après un séjour de 48 heures en Belgique, qu’il n’a pas rencontré un seul homme politique qui lui ait fait impression. Cela ne correspond pas à la réalité. Il faut tenir compte d’un contexte d’extrême pauvreté. Le Congo est un pays très pauvre. Je crois que nos politiciens ne réagiraient pas différemment s’ils devaient vivre dans le même contexte de pénurie. Quand Jean-Luc Dehaene, en 1999, a perdu ici les élections, il n’a rien dû abandonner de son confort. En

Les Dépêches

Présentation du rapport périodique de la Rd Congo à l’Onu sur les droits civils et politiques
 Acp | Vendredi 17 Mars 2006 17:14:49
 La poste de la Rd Congo appelée à s’adapter aux exigences modernes de la technologie
 Acp | Vendredi 17 Mars 2006 17:13:17
 Vers la mise en œuvre de l’initiative pour la transparence dans l’industrie extractive
 Acp | Vendredi 17 Mars 2006 17:11:13
 Le général Dunia se dit prêt pour le brassage
 Acp | Mercredi 15 Mars 2006 18:47:41
 Inauguration du projet d’appui au processus électoral à Kindu
 Acp | Mercredi 15 Mars 2006 18:46:31
 >>>Autres dépêches

reproduction et de diffusion réservés © Le Potentiel 2005
 Usage strictement personnel.
 L’utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la licence de droits d’usage, en acceptant et en respectant les dispositions.

Afrique, c'est différent. Qui perd le pouvoir, perd tout. Ne pas avoir le pouvoir, c'est ne rien avoir. C'est vrai qu'il y a beaucoup de ces politiciens congolais qu'on appelle des 'politiciens alimentaires', d'après 'La politique du ventre' de Jean-François Bayart, qui décrit le système politique africain comme un buffet: il faut atteindre ce buffet pour pouvoir se remplir l'estomac. C'est sûrement vrai pour pas mal de Congolais engagés en politique, mais je connais personnellement en politique nombre de Congolais qui sont compétents, qui ont une manière éthique de penser et d'agir, qui se soucient du bien commun et qui ne sont donc en tous cas pas plus mauvais que le politicien belge moyen. Bien des Congolais sont irrités des ingérences passablement impératives de la communauté internationale dans ces élections. Encore la semaine passée, Roger Meece, l'ambassadeur américain à Kinshasa, a déclaré que, pour lui, l'Udps ne peut plus participer aux élections. N'y a-t-il pas là un danger d'inciter les Congolais à des sentiments xénophobes et racistes?

En un sens, je comprends l'irritation de beaucoup de Congolais, d'autre part, je constate des réactions très différentes devant une même ingérence. Quand elle vous est favorable, vous l'acceptez. Quand elle ne vous est pas favorable, vous dites : c'est une ingérence dans les affaires intérieures du Congo. Je ne crois pas à une réaction généralisée de xénophobie. Il est un fait que la communauté internationale a pris le risque d'encadrer fortement ce processus. Elle a fait ce qu'elle devait faire, mais en prenant aussi activement la direction des opérations, elle court le risque que tout échec lui sera reproché.

Que peut faire la Belgique, via le Ciat ou par d'autres voies, pour contribuer à la réussite du processus électoral?

Pour le moment la Belgique fait ce qu'elle peut. En collaboration avec l'Afrique du Sud et la Monuc, la Belgique contribue aux initiatives qui visent à la création d'une armée unifiée. L'ambassadeur belge à Kinshasa, Johan Swinnen, invite de plus en plus de politiciens congolais, des gens de la société civile et des gens d'affaires afin qu'ils se parlent et pour les encourager à mener à bien le processus de transition. En outre, le commissaire européen au Développement et à l'Aide internationale, Louis Michel, se préoccupe de maintenir le Congo à l'agenda. L'Ue est, de fort loin, le premier bailleur de fonds du Congo. C'est en grande partie grâce à Louis Michel. Il est clair qu'il continue à jouer au niveau européen le même rôle qu'il a eu en tant que ministre belge des Affaires extérieures. La Belgique tente aussi d'apporter des éléments de réponse à ce qui est le problème central du Congo: le manque d'un Etat fonctionnel. On aide ainsi la réforme de la fonction publique et la restauration de l'administration fiscale. Ce sont là des conditions de base pour l'existence d'un Etat, que l'on travaille dans un contexte démocratique ou totalitaire. Il faut un Etat minimal qui existe et il n'y en a pas pour l'instant. C'est ça, le grand défi du Congo.

Quid de la corruption dans l'armée ? De diverses sources disent que le ¼ du budget de la défense serait absorbé par les soldes des soldats fantômes...

Ces chiffres sont impossibles à démontrer, mais qu'il y ait un certain nombre de 'soldats fantômes', c'est un fait. Il en va exactement de même pour la hiérarchie militaire que pour le monde politique. C'est le même problème de pénurie. Beaucoup – pas tous – accumulent tant qu'ils peuvent. De là l'idée, d'ailleurs encore sans application, de charger un organisme extérieur comme la Monuc du paiement des soldes. Une situation du même genre prévaut dans la Fonction publique. Il y a deux ans, j'ai fait partie d'une mission sur la réforme de cette Fonction. Nous avons constaté là aussi qu'on payait bien des «fonctionnaires fantômes» : des pensionnés ou des gens morts depuis longtemps. Au ministère de la Fonction publique, il y avait encore 1.100 employés sur les feuilles de paie, alors qu'il n'y en avait que 250 effectivement au travail. Cette situation n'a pas changé.

Qu'en est-il de l'intégration des différents groupes rebelles dans les Fardc?

Cela se passe mieux qu'on ne pouvait le craindre, moins bien qu'on ne pouvait l'espérer. Au total, on est en train d'intégrer 6 brigades sur un total de 14 ou 15. Le grand danger pour le Congo, c'est que quand un parti, qui est un ex-mouvement de rébellion, perd les élections – je pense très concrètement au Rcd-Goma, qui a bien des chances d'être le grand perdant des élections, et au Mlc – la tentation est terriblement forte, pour lui, de reprendre les armes et de redevenir une rébellion. Le passé enseigne que pour prendre le pouvoir, une kalachnikov vaut mieux qu'un bulletin de vote. Voyez l'Angola: quand l'Unita y a perdu les élections, elle est repartie en rébellion. (A suivre)

© CONGOFORUM – TRADUIT DU NEERLANDAIS PAR GUY DE BOECK